



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/42/525
S/19003
28 juillet 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Points 33, 73, 131, 133 et 140 de
l'ordre du jour provisoire*
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT
SUD-AFRICAIN
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE
INTERNATIONALE
REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ENTRE
ETATS
RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE
RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DU
PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA FORCE
DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES
DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU BON
VOISINAGE ENTRE ETATS

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-deuxième année

Note verbale datée du 28 juillet 1987, adressée au Secrétaire général
par la Mission permanente du Mozambique auprès de l'Organisation des
Nations Unies

La Mission permanente du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de lui transmettre, ci-joint, le texte d'un communiqué publié le 22 juillet 1987 par le Gouvernement mozambicain (voir annexe). La Mission prie le Secrétaire général de bien vouloir faire distribuer le texte du présent document comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 33, 73, 131, 133 et 140 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

* A/42/150.

ANNEXE

Communiqué publié par le Gouvernement mozambicain, le 22 juillet 1987

Le 18 juillet 1987, à 5 h 45, des bandits ont attaqué en grand nombre un village situé dans le district de Homoine, à 60 kilomètres environ de la capitale de la province d'Inhambane.

Au cours de cette attaque, les bandits ont massacré tous ceux qui n'avaient pas pu s'enfuir. On a dénombré 380 morts. Le nombre total de victimes n'a pu encore être établi car, en prenant la fuite, les bandits ont enlevé un grand nombre de personnes qu'ils ont ensuite assassinées en chemin. Parmi les victimes, il y a eu des enfants, des femmes et des personnes âgées.

Après avoir pris d'assaut l'hôpital local, les bandits ont assassiné les malades de sang-froid, avec leurs baïonnettes. Toutes les personnes gravement malades et incapables de quitter leur lit qui se trouvaient dans cet hôpital ont été assassinées sur place.

Pendant leur bref passage dans le village, les assaillants ont pillé les magasins et les habitations particulières, pris avec eux tout ce qu'ils pouvaient transporter et détruit ce qu'ils ne pouvaient emporter.

Après un affrontement avec les forces militaires stationnées dans la région, les bandits se sont enfuis au début de l'après-midi du même jour, laissant derrière eux 16 cadavres et de grandes quantités d'armes.

Cet horrible massacre s'est produit à un moment où les bandits, après avoir été harcelés par l'armée mozambicaine au centre du pays, intensifiaient leurs opérations dans le sud.

Au cours de ces derniers mois, il y a eu une recrudescence des activités terroristes, surtout dans les provinces de Gaza et d'Inhambane situées au nord de Maputo, la capitale du pays.

Il s'agit bien là d'actes de terrorisme perpétrés, comme à Homoine, contre des populations sans défense. Les bandits ont assassiné aveuglément des civils - femmes et enfants - et détruit tout ce qu'ils pouvaient détruire.

La reprise des activités criminelles dans le sud intervient à la suite d'une infiltration massive, au Mozambique, de bandits armés venus directement d'Afrique du Sud par la province de Gaza. Elle a été précédée par des opérations de réapprovisionnement par air effectuées depuis l'Afrique du Sud. Récemment, on a retrouvé plusieurs parachutes utilisés pour larguer du matériel militaire destiné aux bandits armés opérant à Inhambane.

Il est évident que le massacre perpétré le 18 juillet à Homoine s'inscrit dans le cadre de la stratégie sud-africaine de déstabilisation des pays de la région et fait suite à d'autres actes terroristes perpétrés par l'Afrique du Sud, soit directement par ses forces armées, soit par des bandits armés qui sont de simples exécutants que ces mêmes forces utilisent.

Le régime d'apartheid, qui continue de fournir des armes et des munitions aux bandits armés en dépit de l'accord de paix et de bon voisinage conclu avec la République populaire du Mozambique, est le vrai responsable de ce massacre et de tous les autres crimes contre l'humanité dont notre peuple et d'autres peuples de la région sont systématiquement les victimes.

En recourant à la destruction massive et à la terreur, l'Afrique du Sud vise à entraver le développement des pays de la région qu'elle cherche à maintenir sous sa dépendance. Il devient de plus en plus évident qu'il ne saurait y avoir ni paix ni développement en Afrique australe tant que le régime d'apartheid existera.

Le Gouvernement mozambicain appelle l'attention de la communauté internationale sur la gravité de la situation et sur les menaces que celle-ci fait peser sur la paix et la sécurité internationales. Seules des pressions accrues de la part de la communauté internationale et la lutte du peuple d'Afrique du Sud peuvent amener le régime raciste de Pretoria à renoncer à sa politique d'agression et de déstabilisation et à mettre fin au régime honteux et anachronique d'apartheid.

Le Gouvernement mozambicain lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle renforce son soutien au Mozambique, l'aidant ainsi à faire face aux conséquences de la guerre d'agression non déclarée lancée par l'Afrique du Sud.

Le Gouvernement de la République populaire du Mozambique saisit cette occasion pour exprimer sa gratitude aux nombreux pays et peuples du monde qui lui apportent un appui sans faille. Cet appui, d'une importance vitale, nous a permis de renforcer notre capacité de défense et d'atténuer les effets catastrophiques de la faim et de la guerre.
